



Une campagne éclair pour démarrer un orage long

Notre association, qui vient de terminer sa douzième Université citoyenne à Toulouse, appelle à une « campagne éclair » contre la ratification du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union économique et monétaire (dit « Pacte budgétaire »). Il va effectivement falloir faire vite puisque le gouvernement est décidé à le faire adopter le mois prochain par le Parlement. L'enjeu est de taille puisque ce pacte instaurera la « règle d'or » budgétaire, c'est-à-dire l'interdiction de dépasser 0,5 % de déficit public par rapport au PIB. Cette règle est une sorte de « règle de trois verrous ».

Une règle de trois absurde

Premier verrou : pour réduire les déficits déjà existants aujourd'hui, tous les gouvernements envisagent de comprimer les dépenses publiques et sociales. Le résultat est assuré : à la récession s'ajouteront la récession et les injustices associées, ainsi que l'accroissement des écarts de productivité entre les pays.

Deuxième verrou : un déficit autorisé de 0,5 % du PIB représente pour la France (qui a un PIB d'environ de 2000 milliards d'euros) 10 milliards par an. C'est une marge de manœuvre qui équivaut à une miette au regard des énormes investissements publics qu'il faudra mettre en œuvre pour transformer les systèmes énergétiques et de transport, rénover l'habitat, aider à la reconversion de pans entiers de l'industrie et de l'agriculture intensive polluante et destructrice des sols, des nappes et de la biodiversité en une agriculture écologique. À moins de supposer que c'est le secteur marchand qui réalisera tout cela... tout en recherchant le profit maximum...

Troisième verrou : les deux premiers verrous portent la marque de l'inefficacité garantie, le troisième exprime l'absurdité logique de l'idéologie économique libérale puisque des investissements de long terme devront être financés uniquement sur le revenu courant et non par l'emprunt qui permet d'étaler le remboursement sur la durée pendant laquelle les investissements réalisés produisent leurs effets. En d'autres termes, la transition sociale et écologique est interdite par ce verrou contenu dans le Pacte budgétaire.

L'énormité de cette absurdité oblige à rappeler encore une fois que tout développement économique, qu'il soit destructeur tel celui imposé

par le capitalisme ou qu'il soit de qualité tel qu'il le faudrait pour initier une bifurcation sociale et écologique, nécessite un accompagnement monétaire par le crédit et donc par l'endettement. C'est là que réside le tour de force idéologique des classes dominantes d'avoir réussi à délégitimer l'idée même que la collectivité (État, collectivités locales) pouvait emprunter pour préparer l'avenir. Le tour de force est aussi un coup de force en refusant d'envisager la moindre évolution de la Banque centrale européenne (BCE) en empêchant qu'elle devienne un véritable prêteur en dernier ressort, c'est-à-dire en direction de la collectivité et pas seulement en faveur des banques privées et des autres institutions financières qui nous ont plongés dans la crise. La même obstruction se constate avec le refus de doter le Mécanisme européen de stabilité (MES) du statut bancaire, de façon qu'il puisse se refinancer auprès de la BCE. Tel qu'il est prévu, il ne le pourra pas et sera obligé, pour aider les États en difficulté, d'emprunter sur les marchés financiers qui garderont la main.[1]

F.Hollande : « Je suis le nouveau ... »

A.Merkel : « Stagiaire ! Je sais »



De quoi la crise européenne est-elle le nom ?

Trois intellectuels allemands, Peter Bofinger, Jürgen Habermas et Julian Nida-Rümelin, ont publié dans *Le Monde* du 27 août 2012 un article intitulé « Plus que jamais, l'Europe ». Ils expliquent que l'Union européenne souffre d'une crise institutionnelle parce que son intégration politique n'est pas à la hauteur de la coordination économique nécessaire. Et ils proposent ceci : « Seul un renforcement en profondeur de l'intégration peut permettre de préserver la

monnaie commune sans que soit nécessaire une suite sans fin de mesures d'aide qui ne manqueront pas, à longue échéance, de mettre à rude épreuve la solidarité des peuples nationaux européens. Pour cela, un transfert de souveraineté vers des institutions européennes serait inévitable, à la fois pour imposer une discipline fiscale et pour garantir la stabilité du système financier. »

Que les institutions européennes (Commission, Conseil, BCE, Parlement) de l'Union européenne fassent tous les jours la preuve de leur impuissance à résoudre la crise n'est pas en discussion. Mais que la discipline fiscale soit le nec plus ultra de la thérapie anti-crise est pour le moins curieux, sauf si c'est pour dire que la discipline devrait être imposée à ceux qui ont bénéficié de tant de largesses fiscales. À la limite, on pourrait accepter une rigueur budgétaire nationale dans un cadre fédéral si le niveau européen disposait d'une importante marge de manœuvre. Or les budgets nationaux seront cadencés tandis que rien n'est prévu pour accroître nettement le minuscule budget européen qui obéit lui-même à la règle d'équilibre budgétaire. Donc, ni au niveau national, ni au niveau européen, l'action politique volontaire ne sera possible.

Bref, ces trois penseurs ne se demandent jamais de quoi la crise européenne est le symptôme. Or cette crise n'est pas une crise de la dette publique (en ce sens que nos malheurs viendraient de l'accumulation de cette dette provenant elle-même d'un laxisme des dépenses), ni à proprement parler une crise de l'euro (en ce sens que l'existence même de l'euro aurait engendré la catastrophe actuelle). L'Union européenne est en crise parce qu'elle s'est inscrite dans la transformation du capitalisme mondial dont l'impasse est aujourd'hui totale. Autrement dit, la crise européenne est la déclinaison régionale du double dérèglement planétaire dont la dissimulation n'est plus possible.

Le premier dérèglement est celui d'un mode de production incapable de donner à la finance de plus en plus exigeante la base dont elle a besoin pour s'approprier une rente toujours croissante. Ainsi, la surproduction gagne beaucoup de secteurs industriels qui supportaient jusqu'ici l'accumulation du capital. À partir de la seconde moitié des années 2000, l'emballlement de l'endettement privé n'a plus suffi à pallier l'insuffisance des salaires pour dynamiser la demande de consommation nécessaire au capitalisme et à atténuer l'explosion des inégalités. Cela signifie aussi l'incapacité à aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la force de travail pour produire de la valeur. La finance (pardon, les financiers et leurs idéologues) a (ont) cru pouvoir voler perpétuellement à des hauteurs stratosphériques, mais, tôt ou tard, le réel a ramené la finance sur terre, en entraînant

malheureusement tout le monde dans le crash. L'Union européenne néolibérale ne pouvait, ne peut, être un rempart contre la crise puisqu'elle a participé à la construction de sa fondation. Avec ses règles imbéciles et cyniques d'austérité, elle ne peut que renforcer la crise.

Le second dérèglement planétaire est le « dual » (comme on dit en mathématiques) du premier. C'est celui d'un mode de production incapable désormais de concevoir une trajectoire d'accumulation du capital infinie parce qu'il se heurte à la crise écologique, notamment au mur des ressources naturelles, c'est-à-dire aux limites de la planète. Pourquoi ce dérèglement est-il le dual du premier ? Parce que sans exploitation de la force de travail, c'est-à-dire sans bras et sans têtes, celle de la nature est impossible, et parce que sans les ressources de la nature, l'exploitation de la force de travail n'a pas de base matérielle.

Cette imbrication explique le caractère systémique de la crise générale qui frappe à des degrés divers, sous des modalités diverses, toutes les sociétés. Les idéologues libéraux l'ont bien compris. D'où leur forcing, d'un côté, pour aller encore plus loin dans la destruction des droits sociaux qui les gênent pour gagner en rentabilité, et, de l'autre, pour chercher les voies d'un capitalisme vert en marchandisant un peu plus les ressources naturelles.

L'orage est là

Il faut tout faire pour que s'instaure un vrai débat sur l'enjeu de la non-ratification du Pacte budgétaire. Cet enjeu est celui de savoir si la société aura le droit d'avoir les moyens d'engager une grande bifurcation ou bien devra se « discipliner ».

La campagne-éclair, quelle que soit son issue, devrait être le point de départ d'un orage que les populations devraient souffler contre les dominants. Car nous ne sommes pas isolés : parmi les mouvement sociaux, au sein du Collectif pour un audit citoyen de la dette, à Attac, chez les « Économistes atterrés », à la Fondation Copernic, dans certains syndicats et partis politiques, les conditions d'une unité véritablement populaire sont réunies.[2] Pour paraphraser un mot célèbre, il faut choisir entre la bifurcation sociale et écologique ou la barbarie néolibérale.

Jean-Marie Harribey 29/08/2012

[1] Sur ces deux questions liées (la nécessité du crédit-endettement et le rôle de la BCE), on peut lire « Pour une Banque centrale européenne au service des peuples et en finir avec la loi de la finance » que j'ai écrit sous le contrôle de quelques amis cités dans le texte pour Lignes d'Attac, n° 90, juillet 2012.

[2] Voir :

Attac, *Le piège de la dette publique*, Paris, LLL, 2011.
Économistes atterrés, *L'Europe mal-traitée*, Paris, LLL, 2012.
Fondation Copernic, *Changer vraiment, Quelles politiques économiques de gauche ?*, Paris, Syllepse, 2012.
Appel des 200 pour un référendum sur le nouveau traité européen : « Europe : pas sans nous ! ».

COMPTE RENDU de la JOURNEE NATIONALE DES CAC

Les Assises nationales des collectifs pour un audit citoyen de la dette publique (CAC) se sont tenues le samedi 23 juin à Paris. Le matin, à la Bourse du Travail, une centaine de délégués des collectifs ont planché dans trois ateliers : comment poursuivre le travail d'expertise citoyenne ? Quel audit pour les collectivités locales et les hôpitaux ? Quelles mobilisations européennes contre l'austérité et le Pacte budgétaire ?

L'après midi une assemblée plénière réunissait 300 personnes qui ont d'abord écoutés Benjamin Coriat, Henri Sterdyniak, Esther Jeffers présenter le contenu du dernier ouvrage des Économistes atterrés : « L'Europe Mal-traitée » en insistant sur les enjeux et les dangers du pacte budgétaire.

Puis un débat animé par Thomas Coutrot d'Attac et Damien Millet du CADTM a tenté de préciser quelles devaient être les perspectives de lutte pour à la fois imposer une audit citoyen de la dette publique et s'opposer aux politiques d'austérité et de rigueur.

Puis à 18h un grand apéro / meeting à la rotonde de Stalingrad : « Contre l'austérité en Europe, solidarité avec le peuple grec ! » a permis d'écouter des militants grecs et français engagés contre l'austérité : Frédéric Lordon, Stathis Kouvelakis (Syriza), Annick Coupé (Solidaires), Pierre Khalfa (Fondation Copernic), Jacqueline Doneddu (CGT), Roxanne Mitralias, Noël Daucé (FSU), Aurélie Trouvé (Attac).

Quelques constats :

La difficile mobilisation au-delà d'Attac

Alors que les collectifs sont composés d'un nombre conséquent de partenaires (syndicats, partis, mouvements) une grande proportion des présents était composée de militants d'Attac. Ce qui renvoie au constat fait par beaucoup de collectifs : si

beaucoup d'organisations sont impliquées dans les collectifs, peu se mobilisent et très peu relaient les actions auprès de leurs sympathisants.

L'absence de convergence des luttes

La plupart des ripostes se fait dans un cadre strictement national (calendrier, mots d'ordre, ..), beaucoup de mots d'ordre et de luttes sectorielles, concourent à ne pas permettre une convergence des luttes. Seule une actuelle approche féministe semble faire converger des luttes éparpillées.

Il faut donc œuvrer sur 3 points :

- développer l'expertise citoyenne, le travail d'audit et l'utiliser pour mettre la pression sur le gouvernement, à un moment où les rumeurs de plans d'austérité se multiplient. C'est le sens de la lettre adressée au ministre des Finances pour « un véritable audit ».
- donner des cadres régionaux et national de travail aux initiatives prises dans les différents collectifs qui planchent sur l'audit local, et prévoir des formations. Il faut là aussi presser le gouvernement à prendre des mesures fortes sur la question des emprunts toxiques et des partenariats publics privés.
- participer à l'élaboration d'initiatives européennes sur la question de la dette et de l'austérité, en s'impliquant dans les réseaux existants, dont le réseau international des audits citoyens, ou en organisant la venue de militants européens dans les collectifs.

Nous vous tiendrons informés des actions organisées par nos collectifs locaux 23 et 87, en particulier sur la campagne contre la ratification du traité européen.

Contact : Jean-Pierre Clause 06 37 75 61 71

Article de JPB

CONFERENCE DE PAUL ARIÉS DU 19 JUIN

Les Amis de la Terre Limousin et Attac 87 organisaient conjointement à l'occasion de Rio + 20, une conférence de Paul Ariés (politologue, écrivain auteur d'une vingtaine d'ouvrages concernant les « méfaits de la mondialisation », fondateur et directeur de la revue « Sarkophage »).

Une centaine de personnes participaient à cette soirée à la maison du Temps Libre, répartie équitablement entre l'exposé de Paul Ariés et le débat (ou plutôt les questions avec la salle)

Voici quelques éléments développés par Paul Ariés

La décroissance et le terme de décroissance

« La décroissance terme utilisé actuellement, faute de mieux, est tout sauf un modèle d'avenir. La décroissance est un mot-obus qui sert à décoloniser notre imaginaire. L'économiste Serge Latouche, un autre penseur de la décroissance, a également précisé que le concept majeur qu'il a véritablement en tête est celui d'a-croissance (comme on parle d'athéisme). En effet croire à une décroissance infinie est aussi stupide que croire à une croissance infinie... Le danger serait même de véhiculer des

visions malthusiennes en matière énergétique, alimentaire, etc. Le problème n'est pas celui d'un manque de ressources mais celui d'un véritable scandale politique. La planète est ainsi assez riche pour nourrir dix milliards d'humains mais avec une autre alimentation, une alimentation relocalisée, re-saisonnalisée, moins gourmande en eau, assurant le biodiversité, moins carnée, etc. Le même raisonnement vaut pour l'ensemble des domaines. Nous nous sommes donc des empêcheurs de croître en rond, que cette croissance soit de droite

ou de gauche, nous nous voulons aussi des empêcheurs de croire en rond. Décroissance rime avec dé-croyance puisqu'il s'agit d'en finir avec « l'économisme », cette idée que « plus serait forcément égal à mieux ». Einstein aimait dire que tant qu'on a la tête sous forme d'un marteau, on voit tous les problèmes sous forme de clous. Tant que nous aurons la tête formaté par l'économisme nous irons chercher la solution à tous les problèmes sociaux dans le « toujours plus » (toujours plus de production et de consommation, toujours plus grand, toujours plus loin, toujours plus vite, etc.). Notre société a totalement sombré dans l'hubris, la démesure c'est-à-dire que nous avons perdu la capacité à nous donner des limites : individuellement avec l'explosion des conduites à risque, collectivement avec le réchauffement climatique, l'explosion obscène des inégalités sociales, etc. La décroissance ne fait donc pas un programme définitif mais elle en défait, en revanche, beaucoup.

La décroissance n'a rien à voir avec la croissance négative, avec la récession économique. La récession est le fruit des adorateurs de la croissance, des partisans du « toujours plus » économique. Arendt disait qu'il n'y a rien de pire qu'une société fondée sur le travail...sans travail. Il n'y a rien de pire non plus qu'une société fondée sur la croissance...sans la croissance. Je ne propose donc surtout pas de faire la même chose en moins, je ne lance pas un appel à se serrer la ceinture, un peu beaucoup, passionnément ou à la folie, j'invite à inventer d'autres modes de vie, d'autres visions.

La décroissance n'est pas la foi dans le développement durable car non seulement ces deux termes constituent un oxymore dans la mesure où aucun développement ne peut être infini, mais pire encore, elle nous laisse croire que nous aurions déjà la solution, alors que le développement durable n'est souvent qu'une façon de polluer un peu moins pour pouvoir polluer plus longtemps.

Des inégalités mondiales.

Le capitalisme fonctionne à l'exclusion. La planète est ainsi assez riche pour nourrir dix milliards d'humains mais avec une autre alimentation, une alimentation relocalisée, re-saisonnalisée, moins gourmande en eau, assurant la biodiversité, moins carnée, etc. Le même raisonnement vaut pour l'ensemble des domaines.(cf. Jean Ziegler avec lequel Paul Ariès a travaillé pendant longtemps).

Si on souhaitait éradiquer la faim, il suffirait d'investir 0,35 % du PIB mondial, ce qui représente une journée de travail à l'échelle de notre planète.

Alors que 1200 milliards de \$ sont dépensés par an pour l'armement, il suffirait de 30 milliards de \$ par an sur 25 ans pour éradiquer la famine et 70 pour supprimer la pauvreté.

Pour comprendre les inégalités, ramenons le monde à 100 habitants, alors :

- **81 sont pauvres**

- **48 sont sans sanitaires**
- **25 sont sans toit**
- **16 sans eau potable**
- **14 sont malnutris et...**
- **1 seul serait diplômé !**

Si nous possédons :

- **un patrimoine de 5000 €, nous faisons partie des 50 % des plus riches de la planète**
- **avec 34 000 € des 10 % des plus riches**
- **avec 350 000 € des 1 % des plus riches**

Apprécions la capacité du capitalisme à nous désensibiliser aux inégalités et à ses conséquences.

Une critique radicale du capitalisme

« Une des grandes questions actuelles est de savoir si peut exister une prospérité sans croissance, c'est-à-dire si l'on peut imaginer une économie capitaliste sans accumulation. Cette thèse est, selon moi, totalement absurde car elle oublie que le capitalisme repose justement (et ce fut sa force, y compris émancipatrice) sur l'inversion du rapport marchand. Le rapport marchand traditionnel part d'une marchandise pour aller vers une autre : échanger une pomme contre une poire a un sens, même sans accumulation. Le rapport marchand capitaliste part de l'argent (capital) pour aller vers l'argent (retour sur investissement), c'est ce qu'on nomme le profit, ce qui suppose toujours une accumulation. Le capitalisme est comme une bicyclette, dès qu'on arrête de pédaler, on se casse la figure ! Nous n'avons donc pas d'autres solutions que d'inventer des « sorties du capitalisme » tout en sachant que les solutions tentées au XXe siècle ont été des catastrophes à tout point de vue.

Le capitalisme nous donne certes à jouir mais sa jouissance est une jouissance d'emprise (accumulations de biens ou de pouvoir). L'écologie ne peut reposer que sur une jouissance d'être c'est-à-dire déjà sur la notion de style de vie plutôt que de niveau de vie, de pouvoir de vivre plutôt que de pouvoir d'achat. J'ai proposé pour cela un nouveau paradigme qui appartient depuis à toute une fraction des gauches et des milieux écologistes : « gratuité du bon usage face au renchérissement du mésusage ». Pourquoi paye-t-on son eau le même prix pour faire son ménage et remplir sa piscine ? Ce qui vaut pour l'eau vaut pour l'ensemble des biens communs, des services publics. Nous devons avancer vers une société de la gratuité mais la gratuité a toujours un coût. Il s'agit donc d'une gratuité construite, économiquement construite, socialement construite, culturellement construite, politiquement construite. Les villes qui interpellent la population en demandant préférez-vous la gratuité du stationnement pour les voitures ou celle de l'eau vitale vont dans le bon sens. Le colloque international de décembre 2010 a permis de constater que des centaines de villes s'engagent dans cette direction : gratuité de l'eau vitale, gratuité

des transports en commun urbain, gratuité de la restauration scolaire, gratuité des services funéraires, etc. La gauche n'a jamais compris véritablement que le capitalisme c'est trois choses. C'est tout d'abord un système de création de richesses particulièrement efficace fondé sur l'exploitation. Cela les gauches et l'écologie savent assez bien le dénoncer. Mais le capitalisme c'est aussi des modes de vie et des objets spécifiques. La gauche et l'écologie ont perdu depuis longtemps cette critique des styles de vie et des objets capitalistes. Le capitalisme c'est enfin une réponse à nos angoisses existentielles, à la peur de mourir, au sentiment de finitude. La réponse capitaliste c'est le toujours plus, c'est cette jouissance d'emprise (accumulation de biens ou de pouvoir). Tant que nous n'inventerons pas nos propres dissolvants d'angoisse existentielle aussi forts que ceux du capitalisme, nous ne serons pas à la hauteur des enjeux écologiques, sociaux, anthropologiques

Rio + 20, chantre du capitalisme vert.

Nous ne devons rien attendre de Rio + 20. Nous sous-estimons beaucoup trop le capitalisme vert. On pense qu'il s'agit simplement de « Green Business ». Non, le capitalisme vert est un grand projet. Il s'agit d'adapter la planète aux besoins du productivisme. Ne nous leurrions pas. Tout est prêt : les capitaux, les fantasmes (le culte de la toute-puissance, l'idée d'un monde sans limites). Tout sera fait, plutôt que de renoncer à la croissance folle, qu'elle soit bleue, rose, rouge ou verte. Tout sera tenté, plutôt que d'en finir avec « la domination des uns sur les autres et de tous sur la planète ». Il n'y a pas de complot. Tout est écrit (cf le livre de Laurence Parisot « besoin d'air ». Tout est chiffré. Les entreprises souvent déposent des brevets par milliers. On projette les retours sur investissement. Business is business. Les projets dignes de « savants fous » cohabitent avec des réalisations banales. Cent projets ont déjà été retenus. On parle de la généralisation des techniques artificielles de modification du climat, la création d'un immense bouclier autour de la Terre pour la protéger des rayons du Soleil, la mise en orbite de milliards de petites lentilles d'environ 60 cm de large pour filtrer la lumière solaire, de couvrir 3 % du globe pour contrebalancer le doublement des émissions de CO₂, de répandre un million de tonnes de poussière d'aluminium et de soufre dans l'atmosphère afin de faire baisser la température terrestre de un degré, la création d'un anneau de petites particules dans l'espace pour faire de l'ombre au niveau des Tropiques et modérer les extrêmes du climat, la fabrication artificielle de nuages grâce à des structures flottantes de 3000 tonnes conçues pour activer des générateurs par le mouvement des vagues, le masquage de la lumière solaire au moyen de 50 000 miroirs de 100 km² installés dans l'espace, la projection de suie dans la stratosphère,

la stimulation des nuages en brûlant du soufre pour former un aérosol de sulfates afin de réfléchir la lumière solaire, le piégeage et le stockage du CO₂ dans des puits de carbone, la stimulation de la biomasse océanique en répandant du fer, la désintégration du CFC dans l'atmosphère au moyen de lasers, la stimulation de nuages par l'apport artificiel de noyaux de condensation, la culture d'arbres OGM mangeurs de CO₂, la mise en place d'éparpilleurs stratosphériques pour faire écran à une grande quantité de lumière solaire renvoyée, grâce à des miroirs, loin de la Terre, le projet de repeindre en blanc les nuages gris grâce à la projection de particules, ce qui augmenterait de 10 % les micro-gouttelettes et faciliterait la réflexion des rayonnements solaires vers l'espace, la possibilité de jeter à la mer des milliards de balles en polystyrène de couleur blanche, sans oublier non plus les pollinisateurs artificiels pour faire face à la chute drastique des colonies d'abeille, etc.

L'origine du mouvement de la décroissance

Le mouvement de la décroissance est apparu dans les années quatre-vingt dix mais il n'est pas né de rien. Il plonge ses racines, à la fois, dans certains courants minoritaires du socialisme (un socialisme anti-productiviste, celui, par exemple, du fameux Droit à la paresse, de Paul Lagargue, celui des dissidents des pays dits du « socialisme réellement existant » comme l'allemand de l'Est Rudolf Bahro, et dans les courants de l'écologie antilibérale, de l'écologie politique.

Il existe une version de droite et même d'extrême droite de la décroissance avec lesquelles nous sommes en conflit.

De la décroissance au « buen vivir »

« La décroissance ce n'est donc ni la décroissance de tout pour tous ni, bien sûr, le retour en arrière.

Nous avons remporté en quelques années une demi-victoire idéologique puisque beaucoup de nos thèmes ont aujourd'hui droit de citer dans les débats publics : la relocalisation contre le mondialisme, le ralentissement contre le culte de la vitesse (source d'inégalités) (cf. Cittaslow, le réseau international des « villes lentes »), la coopération contre l'esprit de concurrence, la planification démocratique contre le « tout marché », le choix d'un vie simple contre le mythe de l'abondance, la gratuité face à la marchandisation, etc. André Malraux aimait dire « peu importe qu'on approuve mes réponses si on ne peut ignorer mes questions »...

La décroissance n'est donc qu'un terme provisoire qui a vocation à être dépassé du côté positif : on constate aujourd'hui à l'échelle mondiale que de nouveaux gros mots se cherchent pour dire ce besoin d'inventer de nouveaux chemins vers l'émancipation : le « sumak kawsay » des amérindiens, le « buen vivir » (ou le pachamanisme) en Equateur et Bolivie, l'« eudémonia » (la vie bonne) en Grèce, les « jours heureux » du Conseil

National de la Résistance. Voir par exemple la déclaration finale de la Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Mère-Terre le 22 Avril 2010, à Cochabamba, en Bolivie. Je ne suis pas objecteur de croissance parce qu'il y a le feu à la planète mais parce que j'aime la vie.

Je crois aussi que si les riches détruisent la planète par leur mode de vie et le mauvais exemple qu'ils donnent, la responsabilité des politiques aujourd'hui, tant en France qu'à l'étranger, serait de

permettre aux pauvres, aux naufragés du système, d'inventer d'autres façons de vivre, de renouer, de faire (re)naître des cultures populaires. C'est ce que nous dirons, en juillet 2012, lors du grand festival/forum d'Emmaus-Pau où nous attendons 30 000 personnes pour fêter les pauvres, pour affirmer leur dignité face à une société du mépris. »

Encore merci à Paul Ariès, formidable orateur (pour ne pas dire tribun !).

Retranscription de JPB

Lecture : un livre de Matthieu Le Quang
« Laissons le pétrole sous terre ! »
L'initiative Yasuni-ITT en Équateur

Préface d'Yves Paccalet *Philosophe et naturaliste* - Postface de Catherine Grèze et Yves Cochet *Députés européens*

À travers l'initiative Yasuni-ITT, l'Équateur s'engage à ne pas exploiter une partie de son pétrole, refusant une manne financière dont il a pourtant besoin pour son développement. Préservation de l'environnement, maintien de la biodiversité, respect des peuples indigènes, énergies renouvelables, alternative au développement fondée sur le « bien vivre » et éradication de la pauvreté sont les fers de lance de sa politique. Il fait ainsi une proposition concrète au monde qui pourrait représenter demain une solution pour une société post-pétrolière et une autre façon de penser la politique. Au plan international, il offre par exemple un nouveau modèle de développement en inversant le rapport Nord-Sud : il n'est plus question de dette économique des pays du Sud envers les pays du Nord mais de dette écologique des pays du Nord envers les pays du Sud.

Ce livre vous propose de découvrir ce petit pays des Andes et d'Amazonie, qui fait souvent figure d'irréductible, à travers une initiative qui devrait marquer l'histoire politique contemporaine tant elle répond aux questions que tout citoyen se pose concernant l'avenir écologique de la planète, mais aussi l'héritage que nos générations laisseront à celles qui leur succéderont.

L'auteur – Enseignant chercheur en science politique à l'Institut des hautes études nationales de Quito en Équateur, Matthieu Le Quang est un spécialiste de la politique équatorienne, notamment de l'initiative Yasuni-ITT.



PROMOTION !: Mashikuna a le plaisir de vous annoncer la sortie du livre (le 13 septembre) de **Matthieu Le Quang** sur l'initiative **YASUNI ITT** en Equateur. Nous avons reçu Matthieu, en 2011, lors de la Semaine de la Solidarité Internationale à Tulle pour le débat suivant la projection du film de **Laetitia MOREAU** « **Une idée simple et révolutionnaire** » (sur le même sujet).

C'est à cette occasion que Matthieu a rencontré notre ami **Cyrille BENHAMOU**, qui a plusieurs cordes à son arc puisque nous avons présenté son documentaire **KANINIKULA** en 2010 lors de la SSI mais il est aussi

et surtout éditeur....cette rencontre a permis la sortie du livre « Laissons le pétrole sous terre » - L'initiative Yasuni-ITT en Equateur. Livre très bien documenté, ouvrant des pistes de réflexion et de débat sur des thèmes encore peu abordés en France. Un livre fondamental tant pour les acteurs de la Solidarité Internationale que pour ceux et celles qui militent pour "un environnement et une humanité durables".

Merci à l'éditeur d'avoir pris le risque..... **Si vous souhaitez dès à présent en réserver 1 (ou plusieurs) me contacter par mail : mashikuna@free.fr** - merci !

Jeanne Wachtel

Sommaire	Page	Sommaire	Page
Une campagne éclair pour démarrer un orage long	1-2	Conférence de Paul ARIES	3-6
Compte-rendu de la Journée Nationale des CAC	3	Lecture	6

ENCARTS : Panier du militant – Formation Services Publics Locaux

ATTAC LIMOUSIN - INFOS ET ACTIONS – Bulletin des comités locaux de Corrèze, Creuse et Haute-Vienne de l'Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne. Imprimé par ATTAC 87, Maison des Droits de l'Homme, 37 rue Frédéric Mistral 87100 Limoges. N°ISSN : 2102-0833, CPPAP : 1006 G 86005. Directeur de la Publication : Jean-Pierre Clausse Tél 05 55 01 28 69 ; E-mail : attac87@attac.org. Site Internet : <http://www.attac.org> ou <http://www.local.attac.org/attac87> - Ce n° est tiré à environ 500 exemplaires. Les articles publiés dans ce bulletin n'engagent que leurs auteurs !